

Cou

FRC

636

ARRÊTÉ
DU PARLEMENT,
LES PAIRS Y SEANT,

Du 22 Décembre 1788.

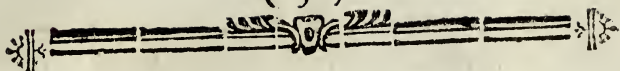
CEJOURD'HUI, un de Messieurs
ayant proposé à la Cour de déli-
bé rer, s'il ne conviendrait pas
d'ajouter la déclaration individuelle
de tous ses Membres à son Arrêté
du 5 de ce mois, en ce qui touche
les exemptions pécuniaires, afin
d'ôter tout prétexte à la fermenta-
tion des esprits.

La matiere mise en délibération :

LA COUR a unanimement arrêté
que la forme des déclarations in-
dividuelles ne pouvoit jamais s'ad-

mettre dans la Compagnie assemblée ; & que, dans les circonstances, elle seroit inutile , la Cour n'ayant pas pu consacrer plus sûrement les moyens de prévenir toute espèce de dissension entre les Ordres, qu'en arrêtant , le 5 de ce mois , que le Roi seroit très-humblement supplié de concerter aux États-Généraux , *d'abord la suppression de tous Impôts distinctifs avec l'Ordre seul qui les supporte , ensuite leur remplacement avec les trois Ordres , par des Subsidés communs , également répartis.*

Déclarant ladite Cour , qu'elle persiste unanimement dans ledit Arrêté , qui ne doit laisser aucun doute , aux Citoyens non prévénus ; sur le vœu formel de la Cour , pour l'entière suppression des exemptions pécuniaires.



RÉSULTAT

DE L'ASSEMBLÉE DES PAIRS,

Du 20 Décembre 1788.

SIRE,

LES PAIRS de votre Royaume s'empressent de donner à Votre Majesté , & à la Nation , une preuve de leur zèle pour la prospérité de l'Etat , & de leur desir de cimenter l'union entre tous les Ordres, en suppliant Votre Majesté de recevoir le vœu solennel qu'ils portent aux pieds du Trône , de supporter tous les impôts & charges publiques dans la propor-

(4)

tion de leur fortune , sans exception pécuniaire quelconque , & ils ne doutent pas que ces sentimens ne fussent unanimement exprimés par tous les autres Gentilshommes de votre Royaume , s'ils se trouvoient réunis , pour en déposer l'hommage dans le sein de Votre Majesté.